

2007: LES PATRONS DU CAC 40 S'AUGMENTENT ENCORE DE 58%

Travailler plus, plus longtemps, gagner moins, cotiser plus et être moins remboursé, vivre moins bien au travail et en dehors, consommer moins ou consommer de la merde, payer toujours plus, l'électricité, le gaz, l'essence,... Voilà le monde nouveau que l'on nous impose..

Des salariés, même des cadres, sont de plus en plus inquiets du prix de leur alimentation courante. Les responsables des supermarchés, reconnaissent une hausse minimum de 4% sur les 4 premiers mois de 2008.

Des chômeurs, des travailleurs pauvres, des retraités font les poubelles pour boucler les fins de mois.

Les cadeaux fiscaux aux plus riches, les stock-options et autres prébendes défiscalisées continuent d'enrichir les trop riches... Les salaires des dirigeants d'entreprises deviennent à ce point exorbitants que certains d'entre eux en dénoncent le scandale et les dérapages. Le nombre de milliardaires a été multiplié par 5,4 ces dix dernières années avec des percées en Inde, en Chine, en Turquie, pays où pourtant la pauvreté domine.

40% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour et se partage 5% des revenus, pendant que les 20% des plus riches s'en partagent 75%

Le comble est atteint par le RSA (revenu de solidarité active) financé par la prime pour l'emploi (PPE). Les pauvres financent ainsi les «très» pauvres.

CHASSE AUX FONCTIONNAIRES

Les attaques de Sarkozy contre les salariés, contre les fonctionnaires ont atteint une violence sans précédent.

Il faut privatiser à tous crins et livrer à la « concurrence libre et non faussée » des pans entiers des secteurs qui sont pourtant l'incarnation de l'intérêt général.

Les cadeaux fiscaux ne suffisent pas, l'école, la santé, les transports, l'hôpital, les impôts Tout doit être bradé pour enrichir ceux qui sont déjà trop riches et précariser tous les salariés.

Dans le privé comme dans le public le pouvoir d'achat est en chute libre, les suppressions d'emplois sont légion, les pressions, violences et stress au travail se développent et les restructurations/destructions accompagnent ces phénomènes.

La sécurité sociale, les mutuelles, la retraite, le statut des fonctionnaires, le code du travail, toutes les avancées sociales sont en passe d'être détruites.

SAUVER LE SERVICE PUBLIC

L'existence d'un service public est un choix citoyen.

Justice, défense, éducation, santé, culture, réseaux de transport, fiscalité, etc ... relèvent de l'intérêt général. Les fonctionnaires assurent l'exercice des missions qui en découlent.

Le service public assure la pérennité de principes fondamentaux, la sécurité de l'emploi découle et est constitutive de ces principes:

- L'égalité d'accès et de traitement de tous les citoyens
- La continuité du service public de manière permanente sur tout le territoire
- La neutralité des fonctionnaires vis-à-vis du pouvoir au service de la collectivité
- L'adaptation en fonction des évolutions de l'intérêt général.

LES FONCTIONNAIRES SONT DES CITOYENS

Les pouvoirs public veulent opposer les salariés de la fonction publique aux autres salariés et aux autres citoyens. Les fonctionnaires sont des citoyens, sont des usagers et sont des salariés.

Ils sont des acteurs de la société et de l'économie.

Supprimer des emplois dans la fonction publique c'est d'une part mettre à mal l'exercice des missions d'intérêt général, d'autre part freiner la machine économique, donc supprimer des emplois ailleurs.



RGPP, LOI SUR LA MOBILITE, LIVRE BLANC : ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

Engagée depuis le début de son mandat le président et son gouvernement accélèrent la guerre contre la fonction publique et les fonctionnaires.

Cette guerre purement idéologique a pour seul but de précariser davantage les salariés et de renforcer les pouvoirs des financiers et autres dirigeants d'entreprises. C'est un retour, sous couvert de « ré-forme » à des relations sociales du XIXème siècle. Tout ce qui de près ou de loin est, ou ressemble, à des protections pour les salariés, à de la solidarité, doit être abattu.



1 - RGPP, pour "révision générale des politiques publiques".

Ce processus lancé par Nicolas Sarkozy en juillet 2007, mobilise depuis l'ensemble des cabinets ministériels, sans l'ombre d'un débat. La RGPP, d'après notre président, sert 3 objectifs majeurs: mieux adapter les administrations aux besoins des usagers, valoriser le travail des fonctionnaires et réduire les dépenses publiques pour revenir à l'équilibre budgétaire.

Sous ce sigle technocratique et cette langue de bois, se cache la plus importante opération de destruction du service public jamais opérée en France.

Il s'agit en effet de redessiner l'organisation de l'administration de l'Etat, dans l'unique but de permettre le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, puis deux sur trois pour mieux privatiser les missions publiques.

E. Woerth a même annoncé 60000 suppressions aux finances d'ici à 2012. Aucune véritable analyse de l'évolution de l'intérêt général, aucune analyse des missions qui en découlent ne sont effectuées et débattues. Le but n'est pas de faire mieux au plus près des usagers mais de fusionner, restructurer, supprimer des services administratifs et des emplois. On le voit aux Finances mais aussi à la justice, à la DDE, à l'éducation nationale, etc ...

2 - La loi relative à la mobilité et aux parcours professionnels adoptée par les ministres et proposée le 10 juin au parlement enfonce le clou.

Il s'agit là, aux détours de quelques articles, en particulier l'article 7, de détruire le Statut de la fonction publique. Après la dérégulation de l'avancement, l'instauration de l'évaluation individuelle, il s'agit d'instaurer la possibilité de mettre d'office un fonctionnaire en disponibilité sans rémunération ou de le licencier.

3 - Le livre blanc sur l'avenir de la fonction publique commandé à J L Sili-cani et remis le 17 avril 2008, illustre, rassemble et complète l'arsenal de destruction des fonctionnaires.

Dans ce texte le fonctionnaire est relégué au rang de simple contractuel à durée déterminée (3 ans), taillable et corvéable, qui n'aura que le droit de se taire et d'obéir, à la merci du pouvoir et/ou, de son chef de service.

L'évaluation et l'entretien individuel y tiennent, bien sûr, une place de choix, et remplacent toutes les règles de gestion qui permettaient aux agents de se défendre contre l'arbitraire et les abus.

Les mutations, les promotions, l'avancement, le maintien ou le licenciement et le salaire seront tributaires de l'évaluation unilatérale des fonctionnaires, où le Directeur choisira seul la rémunération et l'avenir des agents. (Voir page 4 le tableau récapitulatif)

AVEC RGPP, LOI SUR LA « MOBILITE » ET LIVRE BLANC,

Dans les 3 fonctions publiques chaque agent est affecté sur son poste dans le cadre d'une convention précisant les missions, leurs durées (3 à 5 ans), et la part fonctionnelle de la rémunération

